

Berlin. Dans son rapport au Congrès, M. Khrouchtchev a indiqué qu'à ses yeux la fin de 1961 ne constituait plus la date-limite irrévocable pour la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne. Tout comme Gromyko, il a semblé, dans son discours, avoir jeté un peu de lest au sujet de Berlin. Les deux dirigeants soviétiques ont expliqué cet assouplissement par le fait que les pays occidentaux étaient devenus de leur côté «plus raisonnables». Toutefois, si l'Ouest avait indiqué qu'il était disposé à négocier, ses principes de base n'avaient guère varié depuis la crise d'août. Il faut donc chercher ailleurs l'explication du revirement soviétique.

Il est dû sans doute en partie aux divisions qui existent au sein du bloc soviétique et que le Congrès a mises en lumière. Même avant la réunion de Moscou, il était de notorité publique que nombre de dirigeants communistes, et notamment les chefs de Pékin, étaient des adversaires déclarés de maints aspects de la politique étrangère de M. Khrouchtchev. Les débats du vingt-deuxième Congrès montrèrent que non seulement cette résistance se confirmait mais encore qu'elle avait des appuis à l'intérieur de l'URSS. Il est clair qu'une opposition aussi forte a influencé la politique du Kremlin. Il est plus que probable que certaines fluctuations soviétiques au sujet de Berlin, ces alternances de pression orageuse et de calme relatif, n'aient pas seulement constitué des réactions à l'attitude de l'Ouest, ni des manœuvres visant à désorienter les puissances occidentales, mais aient été les symptômes des divergences profondes qui travaillent non seulement l'univers communiste, mais les rangs même du parti communiste de l'URSS.

Perspectives

Quoiqu'il en soit, vers la fin de 1961, Moscou avait quelque peu relâché la pression sur les puissances occidentales au sujet de Berlin. Toutefois rien n'indiquait que l'URSS eût cédé sur l'essentiel de son programme ayant trait à cette ville, ni qu'elle renoncerait à ses manœuvres de contrainte si les pourparlers n'étaient pas entamés peu après le nouvel an. Il n'était pas sûr que les puissances occidentales se mettraient d'accord sur l'utilité de négociations officielles. En décembre, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN avaient décidé de poursuivre les sondages entrepris au cours de l'année sur l'attitude du Kremlin. Mais certains signes laissaient prévoir que, faute de négociations prochaines, on verrait sans doute une crise de Berlin, beaucoup plus grave.

On peut dire qu'à cette époque, le cycle des rapports Est-Ouest en était revenu à la phase du début de l'année. Une fois de plus, l'Union soviétique semblait amorcer une détente, en vue d'une relance des pourparlers sur Berlin. On a publié en Union soviétique une interview du président Kennedy, concession importante, et déviation marquante de la coutume soviétique; d'autant plus que, grâce à cet exposé, les citoyens soviétiques ont acquis une vue objective de la politique américaine sur divers problèmes internationaux. De plus, le fait que Moscou ait renversé sa position antérieure et ait décidé de participer à une reprise des négociations au sujet des essais nucléaires, témoignait d'une certaine bonne volonté, bien qu'il faille y voir aussi une manœuvre évidente de propagande. Les États-Unis et l'URSS se sont entendus sur la composition du groupe chargé d'étudier le problème du désarmement, ce qui rappelle que les deux pays avaient, au début de l'année, été co-parrains d'une résolution soumise à l'Assemblée générale.